

Embargo Mardi 14 Janvier 5h

Communiqué de presse 14/01/2025

Le Baromètre des Territoires

FRANCE DÉSEMPARÉE EN QUÊTE DE TRANQUILLITÉ



Paris, le 14 janvier 2025 - Elabe avec l'Institut Montaigne et le groupe SNCF, publie la troisième édition du Baromètre des Territoires : « France désemparée, en quête de tranquillité ».

Cette grande enquête, réalisée auprès de 10 000 personnes dans les 12 régions métropolitaines, décrit le quotidien des femmes et des hommes qui vivent en France, sous tous ses aspects : pouvoir d'achat, santé, sécurité, événements climatiques extrêmes, logement, travail, mobilité...

L'enquête propose également une typologie de cinq grands portraits de Français décrivant leur trajectoire d'adaptation face aux crises auxquels ils font face, ainsi que des analyses régionales qui mettent en avant les spécificités de chacune d'entre elles.

Après « La France en morceaux » pendant la crise des « gilets jaunes » (1^{er} semestre 2019), et « Une France convalescente, une France du proche » en sortie de Covid (2nd semestre 2021), cette 3^{ème} édition s'attache tout particulièrement à comprendre comment les Français et les territoires dans lesquels ils vivent, s'adaptent face à l'empilement des crises sociale, écologique et politique, et à quel avenir les citoyens aspirent dans cette période de bouleversements.

Voici les principaux enseignements de cette étude.

Des Français qui se sentent vulnérables dans une France perçue comme impuissante

Le Covid a marqué l'entrée dans une nouvelle ère, celle de la « polycrise ». Crises sanitaire, géopolitique, climatique, politique, budgétaire, de l'inflation et le sentiment d'insécurité galopante s'empilent désormais.

Cette situation a entraîné un effacement inédit des fractures socio-économiques et territoriales historiques comme clés de lecture, de diagnostic et de recherche de solutions dans notre pays. Le statut social, le niveau de diplôme ou le lieu d'habitation ne protègent plus contre les vulnérabilités et les Français se retrouvent massivement dans des sentiments d'insécurité combinés.

✓ **Une insécurité socio-économique, et une crainte du déclassement**

- Globalement 54% des Français craignent de devoir changer leur façon de vivre à cause d'une baisse de leur pouvoir d'achat (alimentation, logement, loisirs, vacances, ...)
- Tous les groupes sociaux sont touchés : 57% des employés et ouvriers craignent d'avoir du mal à boucler leurs fins de mois mais c'est aussi le cas de 50% des professions intermédiaires et de 44% des cadres
- Des différences de perception apparaissent entre les régions : 60% des habitants d'Occitanie et 57% des Hauts de France trouvent difficile de trouver un emploi contre 36% de ceux des Pays de la Loire et 38% de Bretagne

✓ **Une insécurité physique, dans un climat de tension accrue entre les individus**

- 46% des Français (toutes classes sociales et opinions politiques confondues, mais plus particulièrement les femmes et les jeunes) se sentent exposés au risque d'une agression physique et 59% redoutent que leurs enfants soient victimes d'une agression ou de harcèlement scolaire
- 1 femme de moins de 35 ans sur 2 a déjà été victime de harcèlement
- 1/3 des habitants des grands centres urbains voient la tranquillité de leur quartier perturbée par les trafics de drogues, voire leur sécurité mise en danger (52% à Marseille, 45% en Seine-Saint-Denis, 36% à Paris, 36% dans le Val-d'Oise)
- Près de 4 Français sur 10 estiment que la sécurité (38%) et le respect (37%) sont aujourd'hui ce qui manque le plus pour bien vivre en France

✓ **Une insécurité climatique, avec ses conséquences sur les conditions de vie et l'activité économique**

- 1 Français sur 2 redoute de subir des conditions de vie de plus rudes à cause du dérèglement climatique (canicules, inondations, ...) ; 4 sur 10 de subir des dégâts liés aux catastrophes naturelles sur leur habitation et/ou les infrastructures autour de chez eux (routes, lignes électriques, ...)
- Les différences régionales apparaissent marquées dans ce domaine : 56% des habitants de PACA et 48% d'Occitanie jugent vivre dans un lieu exposé aux risques climatiques contre 28% des Bretons et des Normands ; 52% des habitants d'AURA et 47% du Grand Est estiment que les paysages et la biodiversité changent là où ils vivent contre 26% des habitants de Bretagne et 28% du Centre Val de Loire ; 46% des habitants de PACA et 44% d'Occitanie s'inquiètent des conséquences du dérèglement climatique sur l'économie de leur région contre 25% de ceux des Pays de Loire et 28% d'Ile de France

✓ **Une insécurité sanitaire, alimentée par le sentiment de la dégradation de notre modèle de santé**

- 43% des Français craignent de tomber malade à cause des pollutions (avec des différences régionales – de 36% en Bretagne à 49% en Ile de France)
- 41% craignent d'être confrontés à des problèmes de santé mentale
- En 2025, la difficulté financière de l'accès aux soins (41%), et la difficulté d'accès aux soignants (46%), portent à 54% au total la part des Français redoutant de ne pas pouvoir se soigner en cas de problème

La peur du déclassement individuel se double du constat d'un déclassement collectif, celui de la France, devenue un « colosse aux pieds d'argile »

- ✓ **L'attachement à la France reste massif (80%) alimenté par le sentiment qu'elle demeure un grand pays de culture (83%) et un des plus beaux pays du monde (80%)**
- ✓ **A noter que 70% des Français sont également attachés à leur région d'habitation** : la Bretagne (85%), la Nouvelle Aquitaine (78%) et PACA (77%) sont celles qui suscitent le plus fort attachement
- ✓ **Mais cet attachement à la France n'empêche pas des constats sévères et des inquiétudes sur l'identité du pays**
 - Ainsi, pour 61% des Français, la France est en déclin, et c'est un pays qui a perdu sa puissance économique (52%) et dans lequel il est difficile d'entreprendre (56%)
 - 69% constatent que son système éducatif ne fonctionne plus
 - 75% considère qu'elle est injuste, jugement partagé par les cadres (68%) et les ouvriers (77%)
 - 72% des Français pensent que l'identité de la France est menacée dont 64% par l'immigration
- ✓ **Face à ce sentiment de déclin, les élus apparaissent impuissants**
 - Moins de la moitié des Français estiment que le Président de la République a les moyens de faire changer la vie des gens (45%) ; et de même à l'échelon local pour le maire (48%)

Des Français ouverts aux changements mais inégaux dans leurs possibilités d'adaptation aux évolutions économiques et climatiques

Loin d'être des « Gaulois réfractaires », les Français vivent bien le changement à partir du moment où ils ont pu le choisir (à 64%), et 15% l'apprécient même, le percevant comme un stimulant de la vie

- ✓ Que ce soit pour faire des économies ou pour réduire l'impact de leur mode de vie sur l'environnement et quelle que soit leur situation financière, **les Français n'hésitent pas à faire évoluer leurs habitudes de consommation** : 85% privilégient la réparation de leurs équipements avant de les jeter, 75% mangent moins de viande ; 38% des - de 35 ans privilégient la location plutôt que l'achat
- ✓ **Face aux évolutions climatiques, 77% ont déjà mis en place des changements de comportement**, à des degrés divers et 44% des Français pensent avoir « plus à gagner qu'à perdre » à évoluer (34% « autant à y gagner qu'à y perdre », 22% « plus à y perdre qu'à y gagner »)

Mais cet état d'esprit favorable au changement se heurte à de fortes inégalités (financières, territoriales, d'information...) dans la capacité à s'adapter : quand on peut, on veut ! et pas l'inverse

- ✓ **Parmi ceux qui souhaitent orienter leur comportement dans un sens plus écologique (en privilégiant une mobilité propre en rénovant son logement, en changeant son alimentation...), 77% des plus modestes sont freinés par un manque de moyens financiers contre 51% des plus aisés**
 - Par ailleurs, seulement 31% des moins diplômés savent diagnostiquer leur impact environnemental, contre 54% des plus diplômés

- ✓ **Le territoire, lorsqu'il est éloigné des grandes infrastructures, notamment de transport, est également une barrière :**
 - 69% des habitants de l'agglomération parisienne peuvent privilégier le train à la voiture quand ils le souhaitent, contre 43% des ruraux ; 77% des franciliens et 61 % des habitants de Sud-PACA estiment vivre dans un lieu bien desservi par les transports en commun, contre seulement 45% des habitants de Nouvelle-Aquitaine, de Bourgogne Franche-Comté et du Centre-Val de Loire
- ✓ **Chez les Français qui se sentent freinés, par des considérations financières ou territoriales, dans leur volonté d'adapter leurs habitudes de vie pour réduire leur impact sur l'environnement, ce constat provoque un sentiment d'injustice (40%) ou de la colère (23%)**

De même, si chacun opère des renoncements pour faire face à l'inflation, les Français les plus modestes sont confrontés à des sacrifices plus importants

- ✓ **Ainsi, les trois quarts (76%) des Français réduisent les dépenses non essentielles pour conserver leur niveau de vie sur les achats essentiels**
 - C'est le cas de 69% des cadres, 77% des professions intermédiaires, 79% des ouvriers et employés
 - Par ailleurs, 59% réduisent ou renoncent à certains déplacements (55%/59%/61%)
- ✓ **Mais pour les plus modestes, cette adaptation apparaît l'antichambre de la précarité :**
 - 47% ont restreint les activités extra-scolaires ou les cours de soutien de leurs enfants, 30% ont dû demander une aide financière à leurs proches, 23% ont dû avoir recours aux aides alimentaires...
- ✓ **Au-delà de la dimension individuelle, les collectivités locales sont pointées du doigt, pour leur insuffisance dans l'accompagnement de ces adaptations**
 - Moins d'1 Français sur 3 juge que leurs élus locaux prennent les bonnes décisions pour les protéger contre les conséquences du dérèglement climatique et des pollutions

Des 10.000 récits recueillis lors du baromètre, il en ressort 5 grandes trajectoires d'adaptation :

- ✓ **Les « empêchés » (20%)** qui ont dû drastiquement adapter leur manière de consommer en raison de l'inflation (renoncement aux produits chers, recours aux promotions et aux paniers antigaspi...) et s'efforcent de réduire leur empreinte environnementale (en se tournant vers les circuits courts, le reconditionné, la réparation...). Mais le manque de moyens financiers, l'absence de solutions alternatives empêchent largement leur démarche
- ✓ **Les « combattifs » (18%)** qui s'efforcent d'offrir des conditions de vie dignes à leurs familles, en ayant recours aux promotions, en demandant de l'aide financière à leurs proches... Ils adoptent facilement les nouvelles tendances de consommation plus écologiques (recours à la location, achats en recyclerie, en circuit court...) mais leur adaptation est entravée par une difficulté à savoir par où commencer
- ✓ **Les « précurseurs » (20%)** - pour eux l'adaptation de leur mode de vie est une démarche initiée de longue date que ce soit via le recours aux promotions, le renoncement aux produits trop chers, le choix des circuits courts ou du reconditionné. Ils sont bien informés, savent diagnostiquer leur empreinte environnementale. Pour autant, ils sont eux aussi souvent freinés par un manque de moyens financiers ou de solutions

- ✓ **Les « déboussolés » (21%)** pour qui faire attention à son portefeuille a toujours fait partie de leur vie, bien avant la crise de l'inflation. Ils essaient de tenir compte de l'empreinte environnementale de leur consommation mais le vivent comme une contrainte et parfois comme une difficulté
- ✓ **Les « désinvoltes » (21%)** : ils ne voient pas l'intérêt d'adapter leur mode de consommation et leur mode de vie de manière générale. Leur situation économique ne les contraint pas à réduire leurs dépenses et la grande majorité ne sait pas diagnostiquer son empreinte environnementale

Des Français en quête de tranquillité, qui demeurent profondément attachés à notre modèle de solidarité

Quel que soit son lieu de vie, sa classe sociale, son âge, son vote, on aspire aujourd'hui à une tranquillité rassurante, à la fois gage de stabilité et espoir de « bien vivre », et reposant sur de nouveaux équilibres

Si le travail tient toujours une place importante dans la vie des Français, on assiste ainsi à un rééquilibrage des essentiels pour se sentir bien dans sa vie :

- ✓ 87% ont besoin que leur vie familiale prenne une place importante pour se sentir bien dans leur vie ; 80% font la même réponse s'agissant de la vie sociale (amis, connaissances) ; et 76% pour le travail
- ✓ Alors qu'en 2008, 62% des salariés déclaraient préférer gagner plus d'argent au détriment du temps libre, la tendance s'est inversée : 68% préfèrent aujourd'hui gagner moins d'argent pour avoir plus de temps libre (et ce, quel que soit le niveau de revenus)

Le besoin de sécurisation (économique, sociale, physique, sanitaire, écologique) est essentiel pour tous.

- ✓ 85% aspirent à la stabilité du CDI (plutôt qu'être en CDD ou en mission)
- ✓ 87% à la fiabilité de quelques amis très proches sur qui compter (plutôt qu'être entouré de beaucoup de monde dans son cercle de connaissances)
- ✓ 90% à la simplicité de petits bonheurs du quotidien dont ils sont prêts à se contenter (plutôt que de posséder des choses qui se voient, à la mode)
- ✓ Globalement, 79% aspirent à la sérénité d'une vie calme, en prenant son temps (plutôt que vivre à « mille à l'heure », faire toujours plein de choses et relever des défis)

Cette aspiration à la tranquillité s'accompagne d'un attachement massif et persistant au modèle de solidarité français

- ✓ **Pour se protéger des insécurités, les Français, toutes opinions politiques confondues, font massivement le choix de la solidarité - moins de 10% lui préfèrent la responsabilité individuelle**
 - 92% souhaitent maintenir le système de solidarité pour faire face au risque de dépendance, 92% aux risques de santé, 91% au défi des retraites, 88% au risque de perte d'emploi...
 - La solidarité est aussi plébiscitée aux yeux des Français pour faire face aux défis climatiques et environnementaux : prévenir les catastrophes naturelles (91%), mener les travaux d'adaptation des logements et des infrastructures (89%) ...

- ✓ **Cependant, si la volonté de pérenniser le système de solidarité est largement partagée et transpartisane, les doutes existent sur la capacité financière de la France à le sauvegarder**
- Selon les domaines d'action, si 40 à 60% des Français sont convaincus qu'il est possible de trouver des solutions pour maintenir un système de solidarité, de 30 à 40% jugent qu'il n'y a plus les moyens en France pour le faire. Ainsi 30% doutent qu'un système de solidarité puisse être maintenu pour faire face aux risques de santé, 31% aux risques liés aux retraites, 34% pour la dépendance...
 - Le diagnostic diffère légèrement selon sa sensibilité politique : les doutes sont plus élevés de 10 à 15 points chez les électeurs Ensemble et LR et de 20 à 25 points chez les électeurs RN par rapport aux électeurs NFP
 - Cependant, ces clivages restent limités et les doutes restent minoritaires dans toutes les familles politiques

Contacts presse

Elabe : 06 62 15 50 03- francois.cathalifaud@elabe.fr
Institut Montaigne : 01 53 89 05 70 - press@institutmontaigne.org
Groupe SNCF : 01 85 07 89 89- servicedepresse@sncf.fr

À propos d'Elabe

Elabe est un cabinet d'études et de conseil en stratégie de communication. Elabe propose une approche singulière du conseil qui confronte la créativité des intuitions à l'objectivité des données : le conseil objectivé. Elabe fait travailler ensemble trois métiers – les études, le planning stratégique, le conseil – pour les mettre au service de la stratégie et des décisions de ses clients.

À propos de l'Institut Montaigne

Créé en 2000, l'Institut Montaigne est un espace de réflexion, de propositions concrètes, et d'expérimentations au service de l'intérêt général. Think tank de référence en France et en Europe, ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse rigoureuse, critique et ouverte qui prennent en compte les grands déterminants sociétaux, technologiques, environnementaux et géopolitiques afin de proposer des études et des débats sur les politiques publiques. Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne organise ses travaux autour de quatre piliers thématiques : la cohésion sociale, les dynamiques économiques, l'action de l'État et les coopérations internationales. Menés dans la collégialité et l'indépendance, l'Institut Montaigne réunit des entreprises, des chercheurs, des fonctionnaires, des associations, des syndicats, des personnes issues de la société civile et d'horizons divers. Nos travaux s'adressent aux acteurs publics et privés, politiques et économiques, ainsi qu'aux citoyens engagés. Depuis sa création, ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,2 % d'un budget annuel de 7,2 millions d'euros.

À propos du groupe SNCF

Le groupe SNCF est l'un des premiers acteurs mondiaux de transport de voyageurs et de logistique de marchandises avec en son sein la gestion du réseau ferroviaire français, réalisant 41,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023 dont un tiers à l'international. Couvrant 170 pays, le Groupe emploie 283 000 collaborateurs, dont près de 212 000 en France et plus de la moitié au service de son cœur de métier ferroviaire. Le Groupe est piloté par SNCF Holding, qui détient cinq sociétés : SNCF RESEAU (gestion, exploitation et maintenance du réseau ferroviaire français, ingénierie ferroviaire) et sa filiale SNCF GARES & CONNEXIONS (conception, exploitation et commercialisation des gares), SNCF VOYAGEURS (Transilien, TER et Intercités, TGV INOUI, OUIGO, Eurostar-Thalys, Alleo, Lyria et la distribution avec SNCF Connect), KEOLIS (opérateur de transports publics urbains, périurbains et régionaux en France et dans le monde), RAIL LOGISTICS EUROPE (transport ferroviaire de marchandises) et GEODIS (solutions logistiques et transport de marchandises). Aux côtés de ses clients (voyageurs, collectivités, chargeurs ainsi que des entreprises ferroviaires concernant SNCF RESEAU) au cœur des territoires, le Groupe s'appuie sur ses expertises dans toutes les composantes du ferroviaire, et plus globalement dans l'ensemble des services de transport, afin d'Agir pour une société en mouvement, solidaire et durable.

Pour en savoir plus, groupe-sncf.com.

METHODOLOGIE

Interrogation

Echantillon de 10.031 personnes, divisé en 12 échantillons régionaux de 800 individus (1.200 en Ile-de France), représentatifs de la population résidente de chaque région administrative métropolitaine âgée de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée à chaque région aux variables de genre, âge, catégorie socio-professionnelle et taille d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

Interrogation par internet entre le 9 octobre et le 5 novembre 2024.

Marges d'erreur

La taille d'échantillon de 10.000 individus permet d'obtenir des marges d'erreur très faibles, comprises entre 0,3 et 1 point de pourcentage.